

Cesroute

Une formation d'excellence



L'État doit définir de nouvelles approches du management du trafic routier pour satisfaire aux exigences de sécurité et de continuité de trafic.

Les réseaux routiers sont l'un des facteurs importants du développement du commerce, du dynamisme de l'économie et de la solidarité sociale. Étant donné qu'ils permettent le transport des personnes, donc de la culture et surtout des idées, ils facilitent la réduction des inégalités régionales et constituent ainsi l'une des conditions fondamentales du développement durable. La suppression des barrières à la libre circulation des personnes et des marchandises engendre une augmentation de trafic sur les réseaux routiers et ce fait impose de nouveaux impératifs au développement des infrastructures routières. Parallèlement, cette situation doit inciter l'appareil administratif d'État à définir tant de nouvelles approches du management du trafic routier, afin que celui-ci satisfasse aux conditions de sécurité et de continuité de trafic, qu'une nouvelle réglementation des échanges commerciaux. Pour atteindre le développement voulu des réseaux routiers dans le cadre d'un trafic fluide et sûr, il faut

une gestion dont l'efficacité devrait être assurée par un management compétent et très qualifié, ainsi que par le recours aux technologies les plus modernes.

De là découle la nécessité de permettre aux professionnels sélectionnés dans le domaine du management des infrastructures routières d'accéder à une formation ciblée de haut niveau. La formation de spécialistes du management des infrastructures routières, ayant des connaissances solides en la matière, et une expérience internationale, est un élément incontournable qui contribue à une plus grande efficacité, tant des administrations publiques que des entreprises privées.

Centrée sur la formation des managers de haut niveau dans le domaine des infrastructures routières, le cycle d'études supérieures route, Cesroute, est dispensé en France dans le cadre d'un partenariat entre l'administration et le secteur privé.

Deux représentants du secteur des infrastructures routières de la fonction publique tchèque, Mme Daniela Kovalčíková (ministère des Transports) et M. Ludvík Engel (direction des routes et autoroutes), ont eu l'occasion de participer à cette formation à Paris. Pendant plusieurs mois, ils ont pu s'immerger dans une formation axée sur le management des infrastructures routières et acquérir de nouvelles connaissances et expériences en compagnie d'autres professionnels, venus notamment de nouveaux pays membres de l'Union européenne, mais également d'Asie et d'Afrique. Ils font partie désormais d'un réseau international de managers de haut niveau constitué d'une cinquantaine d'autres cadres professionnels. Sous cet angle, la formation dispensée dans le cadre du Cesroute doit être considérée comme un maillon essentiel du dispositif de formation internationale dans le domaine des infrastructures routières.

Pour conclure, je tiens à souligner que cette formule répond, au vu de son contenu et de ses objectifs, aux attentes de tous ses auditeurs, issus tant du secteur public que du secteur privé.

Je ne peux que souhaiter au programme Cesroute une bonne continuation.

Milan Šimonovský,

Vice-premier ministre et ministre des Transports de la République tchèque

Sommaire

1 Une formation d'excellence

2-5 Dossier
Cesroute
Depuis 1997, l'administration routière française et l'ensemble des intervenants publics et entreprises privées, regroupés autour de l'Isted, proposent une formation internationale au management de la route : le Cesroute. Ce cycle d'études supérieures vise à sélectionner, former et mettre en place un réseau international de managers de haut niveau dans le domaine des infrastructures routières. Il a déjà accueilli près de 50 auditeurs provenant d'Afrique, d'Europe et d'Asie.

6-8 Bloc-notes
Nouvelles
Manifestations
Formations
Publications

Cesroute : une formation internationale de haut niveau



Photo J.C. Gayraud / AIDA/IDEET

En 1997, l'administration routière française et l'ensemble des intervenants publics et entreprises privées se sont regroupés autour de l'Isted pour construire une offre de formation internationale au management de la route. Le cycle d'études supérieures route, Cesroute, vise à la sélection, la formation et la mise en place d'un réseau international de managers de haut niveau dans le domaine des infrastructures routières.

Le Cesroute a déjà accueilli, depuis son démarrage, près de 50 auditeurs provenant d'Afrique, d'Europe et d'Asie. Il s'adresse à des ingénieurs ou économistes francophones et anglophones, issus des secteurs public ou privé, disposant d'une expérience professionnelle reconnue et souhaitant acquérir une formation de haut niveau dans le domaine du management de la route et des infrastructures routières. Le Cesroute bénéficie du soutien financier des principaux acteurs français publics et privés du domaine de la route et des travaux publics, en particulier le ministère de l'Équipement et des Transports, les entreprises routières, les bureaux d'études et de conseil, les sociétés autoroutières et les sociétés d'équipements. La formation reçoit le concours financier du ministère des Affaires étrangères dans le cadre des bourses de stage. ••• (suite page 4)

Entreprises participant au financement du Cesroute :

APPIA
ASFA
COLAS
EGIS
INGEROP
SER
USIRF

et bientôt :
MALET
et SECMAIR

Pour une bonne gestion de la route

Le Cesroute fonctionne depuis huit années et il a contribué à la formation d'une cinquantaine de responsables routiers de haut niveau venant de pays très variés. Ceux-ci constituent désormais une communauté originale et un réseau potentiel d'échange et de mise en commun d'expériences très diversifiées.

Le rôle de la route est primordial pour le développement économique. Au dernier Congrès mondial de la route (Durban, 2003), un participant l'a souligné par cette phrase qui sonne comme un slogan : « La route du développement passe par le développement de la route ». C'est évident pour les pays du Tiers-monde, mais tout aussi vrai pour les régions développées comme l'Union européenne. Celle-ci considère que les réseaux de transport, notamment les routes et autoroutes, sont un des facteurs clés de sa croissance.

Le Cesroute offre chaque année à des responsables routiers confirmés une formation spécialisée orientée sur la gestion de la route et des réseaux routiers. Il contribue ainsi à la diffusion de l'innovation technique et managériale et fait progresser la bonne gouvernance dans le secteur routier. Il apporte sa

contribution au développement et participe à la réalisation des objectifs des grandes institutions financières internationales et des instruments qu'elles ont mis en place pour y parvenir, comme le PPIAF (*Public-Private Infrastructure Advisory Facility*), programme affilié à la Banque mondiale.

Pourquoi ne pas renforcer le partenariat avec ces institutions maintenant que le Cesroute a fait la preuve de son efficacité ? L'expérience montre que le pari initial peut être tenu : c'est essentiellement une question de cohérence entre les grands acteurs partenaires. Ce genre d'action à long terme nécessite de la vision, de la ténacité et une animation d'une communauté « francotrope ». Nous sommes au milieu du gué. Egis, comme plusieurs autres sociétés adhérentes de l'Isted, participent depuis l'origine au financement du Cesroute. Nous souhaitons que d'autres partenaires nous rejoignent pour accélérer la prise de conscience internationale sur la nécessité d'une bonne gestion de la route.

(Source : Michel Henry et Michel Ray, groupe Egis)

Pour plus d'informations :

Groupe Egis
11, avenue du Centre – Saint-Quentin-en-Yvelines
78286 Guyancourt Cedex – France
Tél. : 33 (0)1 30 48 44 15
Fax : 33 (0)1 30 48 49 86
Internet : www.groupegis.com

La spécificité française s'est manifestée particulièrement dans la mise au point des techniques innovantes : grâce à une étroite collaboration entre la direction des routes française, les sociétés d'autoroute et les entreprises, il a été possible, après réalisation d'études conduites en laboratoire, de procéder à des expérimentations en vraie grandeur sur le réseau routier. L'ensemble du processus, qui prévoit notamment la répartition des risques entre le client et l'entreprise, a fait l'objet d'une « charte de l'innovation » mise en œuvre depuis plus de 10 ans. La plupart des innovations des dix dernières années sont le fruit de ce processus, qui a permis de tester procédés et produits et de valider leur emploi.

Rien d'étonnant, par conséquent, que les entreprises routières exportatrices, à travers l'Usirf, se soient impliquées dans le programme d'études du Cesroute : à travers la formation de décideurs étrangers, elles voient l'opportunité de pouvoir, non seulement faire connaître leurs produits, procédés techniques ou réalisations, mais aussi et surtout de diffuser un modèle de collaboration entre les entreprises et leurs clients publics.

Formons le vœu que les auditeurs du Cesroute, futurs décideurs dans leurs pays respectifs, sachent s'inspirer de ce qu'a de fécond cet exemple français.

(Source : Jacques Saint-Raymond, Délégué général de l'Union des syndicats de l'industrie routière française – Usirf)

Pour plus d'informations :

USIRF – Routes de France
10, rue Washington
75008 Paris
France
Tél. : 33 (0)1 44 13 32 80
Fax : 33 (0)1 42 25 89 99
Mél. : jacques.saint-raymond@usirf.com
Internet : www.usirf.com

L'implication des entreprises routières

En France, les entreprises de construction routière constituent la composante principale des travaux publics, puisque leur chiffre d'affaires (11 milliards d'euros) représente le tiers de celui des TP.

Ces entreprises emploient 90 000 personnes et sont réparties sur tout le territoire national.

Depuis une cinquantaine d'années, on assiste à une concentration dans ce secteur, qui a abouti à la constitution de trois grands groupes. Leur présence laisse néanmoins une part importante du marché français aux entreprises de taille moyenne ou petite, qui réalisent environ 50% des travaux de construction et d'entretien de routes et pistes d'aéroport.

Les grands groupes se sont lancés dans une politique active de présence à l'étranger (6 milliards d'euros de chiffre d'affaires) par le biais de filiales implantées principalement en Amérique du Nord et en Europe.

Les n° 1 et 2 mondiaux de la construction routière sont ainsi des entreprises françaises.

L'innovation technique ou contractuelle procure un avantage compétitif important à la France et permet un développement national et international.

Dans le domaine technique, les entreprises françaises ont mis au point des solutions nouvelles et performantes : revêtements minces et ultraminces, revêtements drainants et à haute adhérence, enrobés tièdes...

Dans le domaine contractuel, le développement du réseau autoroutier n'a été rendu possible que par le recours aux concessions. Ce mode de financement a fourni également aux sociétés routières l'occasion de développer leur savoir-faire dans un cadre de partenariat.

Entrée dans la fonction publique en 1985, mon premier poste est celui de conseiller juridique du ministre des Transports publics. Trois ans plus tard, je suis nommée directrice générale de la division de la législation. Depuis août 2004, je suis chef de cabinet du ministre chargé de la Législation, de la Stratégie et des Affaires européennes. Candidate au Cesroute en 2000, ma principale motivation était l'acquisition de connaissances tant au

niveau du droit européen et de son application dans le domaine des transports routiers que du partenariat public-privé. J'ai, depuis, mis à profit cette formation, notamment lors de la préparation du projet de loi sur les conditions d'octroi de concessions pour la construction, l'exploitation et l'entretien des autoroutes en République tchèque et du projet pilote pour l'aéroport de Brno.

Quelques auditeurs

BALOGOUN Adébayo Samson

Promotion : 2004
Pays : Bénin
Projet : Élaboration des stratégies pluriannuelles alternatives de réhabilitation et d'entretien du réseau des pistes rurales dans les départements du Zou-Collines
Organisme : Ministère des Travaux publics et du Transport
Fonction : Chef de la division assistance aux communes

BENTALEB Bouchra

Promotion : 2001/2002
Pays : Maroc
Projet : Élaboration d'un guide méthodologique pour l'évaluation des aménagements de sécurité routière
Organisme : Direction régionale de l'équipement de Rabat-Salé-Zemmours-Zaers
Fonction : Ingénieur d'État, principal chef de la cellule route et ouvrages d'art au Ceret (centre régional d'études techniques) de Rabat

COAKLEY Nevil

Promotion : 2000/2001
Pays : Irlande
Projet : Définition et mise en place de contrats de performance pour l'entretien du réseau routier
Organisme : Colas Teoranta Company
Fonction : Ingénieur projet

YOSHIDA Hitoshi

Promotion : 2000/2001
Pays : Japon
Projet : La formation du consensus pour l'intégration des tunnels autoroutiers à gabarit réduit à Tokyo
Organisme : Société publique des autoroutes métropolitaines
Fonction : Chargé de l'analyse de l'évaluation économique des projets autoroutiers

BLASZCZYK Grzegorz

Promotion : 2002/2003
Pays : Pologne
Projet : Mesures techniques pour améliorer la sécurité routière sur les routes nationales
Organisme : Direction générale des routes et autoroutes nationales
Fonction : Directeur adjoint



Photo J.C. Geyraud / ANA-DEF2

... (suite de la page 2)

Déroulement de la formation

Le Cesroute se déroule sur une période de 18 semaines, réparties en deux modules. Il s'appuie sur l'offre de formation continue de l'École nationale des ponts et chaussées (ENPC / Ponts Formation Édition) et sur l'organisation de visites institutionnelles et techniques, auxquelles contribue le réseau des partenaires publics et privés du cycle, et dont l'ISTED à la responsabilité. Largement personnalisée, cette formation permet à chaque auditeur de construire son Cesroute, sur la base d'un projet personnel, choisi généralement en accord avec son service d'origine. L'auditeur est ainsi conduit, au cours des deux modules de la formation, mais également au cours de la période inter modules, à enrichir ses travaux grâce aux séminaires de l'ENPC et aux visites institutionnelles et techniques qui lui sont proposées. Ces dernières, largement encadrées lors du premier module, sont adaptées à chaque auditeur lors du second, selon ses aspirations et le contenu de son projet personnel. En fin de cycle, les travaux de chaque auditeur font l'objet d'une présentation devant un jury composé de professionnels.

Programme

1^{er} module : constitution d'une culture commune (8 semaines)

- Introduction et de présentation du secteur routier en France (1 semaine)
- Séminaire sur le management dans le secteur routier (2 semaines)
- Les études d'impact sur l'environnement (2 semaines)
- Visites institutionnelles et techniques et cadrage du projet personnel (1 semaine)
- La gestion du trafic et l'exploitation de la route (2 semaines)

2nd module : approfondissements et finalisation du projet personnel (10 semaines)

- L'évaluation économique des projets d'infrastructure (2 semaines)
- L'entretien routier et sa gestion (2 semaines)
- Montage juridique et négociation de contrats à l'international ou informatique et gestion des routes (1 semaine)
- Programme individualisé en fonction du projet personnel (3 semaines)
- Présentation des projets personnels devant un jury (1 journée)
- Séminaire sur la sécurité routière (2 semaines)

Les visites, présentations et entretiens organisés en 2004

1. En semaine introductive : visites institutionnelles et techniques

- Les acteurs de l'administration routière : le ministère de l'Équipement et ses services (DR, DSCR, DAEI, Setra), ainsi que sa composante recherche (LCPC) ;
- Présentation de l'Union des syndicats de l'industrie routière française (Usirf) et de l'Association des sociétés françaises d'autoroutes (Asfa) ;
- Deux bureaux d'études : Ingérop et le groupe Egis ;
- Une entreprise : Colas.

2. En milieu de premier module

- Présentation de la subdivision voies rapides sud (direction ...

■ **Ancien auditeur du cycle d'études supérieures routes, aujourd'hui directeur des travaux publics au ministère de l'Équipement du Sénégal, pouvez-vous résumer votre parcours ?**

À ma sortie de l'école polytechnique de Thiès (1^{ère} promotion, 1978), j'ai rejoint le service régional des travaux publics de Saint-Louis puis la direction des études et de la programmation de la direction générale des travaux publics à Dakar. J'ai ensuite suivi un cours de perfectionnement d'un an en Allemagne sur la conception des travaux routiers. De retour au Sénégal, j'ai été nommé ingénieur chargé du contrôle des travaux de renforcement des routes dans la région de Kaolack, avant de diriger le service régional des travaux publics de la région de Tambacounda.

Après une expérience à l'Office des postes et télécommunications, je suis parti à Djibouti comme directeur technique d'une entreprise de travaux publics. À mon retour au Sénégal en 2000, j'ai été nommé conseiller technique du directeur des travaux publics au ministère de l'Équipement et j'ai eu à ma charge la division administrative et financière de la direction des TP. C'est à ce moment que j'ai intégré le cycle Cesroute, jusqu'en 2002. Depuis 2003, je suis directeur des travaux publics.

■ **Dans le cadre du Cesroute, quel a été votre projet personnel ?**

Celui-ci portait sur la faisabilité économique et financière de l'autoroute Dakar-Thiès, donc un projet très concret. Aujourd'hui, il est pris en charge par l'Apix¹ et je fais partie du comité de pilotage.

■ **Quelles sont vos responsabilités en tant que directeur des TP ?**

J'ai à ma charge les fonctions classiques : la définition de la politique routière du Sénégal et le suivi de sa mise en œuvre, ce qui inclut toutes les questions liées à la démarche qualité.

Par ailleurs, je suis chargé de la mise en œuvre de la stratégie de transport en milieu rural et je suis coordonnateur pour le Sénégal du programme de transport en milieu rural² dans le cadre du SSATP³. Je suis également membre du comité technique 1.3 de l'AIPCR⁴ consacré aux performances des administrations routières.

■ **Quel message souhaitez-vous faire passer aux auditeurs actuels et futurs du Cesroute ?**

Un message d'encouragement. Les auditeurs ont la chance de bénéficier d'une formation de haute facture qui les rend aptes à exercer de lourdes responsabilités. C'est pourquoi, je les exhorte à en profiter au mieux.

■ **Peut-on compter sur de nouvelles candidatures sénégalaises aux prochaines sessions ?**

Beaucoup d'efforts sont faits en ce moment pour appuyer des candidatures sénégalaises au Cesroute en raison de la haute appréciation que nous avons de ce programme. Malheureusement, les moyens de l'État sont limités comparativement à l'énormité des besoins de formation. Aussi voudrais-je saisir la présente opportunité pour solliciter l'appui de la coopération française dans l'optique de faciliter l'accès de mes compatriotes à cette formation de haut niveau.

(Propos recueillis par Armand Der Stepanian, département « route » de l'Isted, lors de la réunion annuelle du SSATP à Addis-Abeba, Éthiopie, 24-29 septembre 2004)

¹ APix : Agence de promotion des investissements de travaux du Sénégal

² RTTP / PTMR : Rural Travel and Transport Program / Programme de transport en milieu rural

³ SSATP : Sub-Saharan Africa Transport Policy Program / Programme de politiques de transport en Afrique subsaharienne

⁴ AIPCR : Association mondiale de la route

- départementale de l'Essonne) et d'un chantier de travaux (élargissement de route nationale) ;
- La signalisation routière : présentation de l'Asquer (Association pour la qualification des équipements de la route), visite de l'usine SES à Tours ;
- Exposé de la direction des routes sur les études d'impact sur l'environnement ;
- La visite du péage autoroutier de la Sanef à Senlis (partenariat Asfa) ;
- L'entretien routier : l'expérience du SSATP ; les aménagements pour les usagers ;
- L'utilisation des géotextiles dans la construction routière : visite de l'entreprise Bidim Geosynthetics.

3. Rendez-vous et entretiens personnalisés organisés lors des deux modules

Identification et mise en relation avec les tuteurs : Secmair, Sofreavia, Ingérop, Louis Berger S.A., direction des routes ;
Organisation de rencontres avec des experts ou personnalités de diverses institutions routières.

(Source : Jean-Robert Vaux et Armand Der Stepanian, département « Route » de l'Isted)

Pour plus d'informations :

Isted

Département « Route »

La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex – France

Tél. : 33 (0)1 40 81 78 00

Fax : 33 (0)1 40 81 78 07

Mél. : armand.der-stepanian@i-carre.net

Internet : www.isted.com/cesroute/

Réseau Cesroute : réunion des auditeurs marocains

Le suivi des anciens boursiers du gouvernement français constitue l'un des volets de la stratégie de coopération du ministère des Affaires étrangères. Le développement d'une politique d'accueil et de formation des élites étrangères en France n'aura atteint pleinement son sens que s'il est accompagné d'une volonté de tisser des liens spécifiques avec celles-ci et de les inscrire dans la durée.

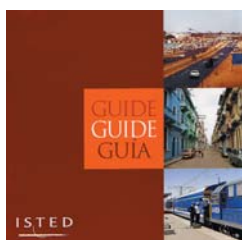
Ces réseaux francophones ainsi constitués deviendront des interlocuteurs privilégiés de l'ensemble du dispositif culturel, scientifique et économique français à l'étranger et un relais essentiel des actions de coopération.

Dans cette optique, les anciens auditeurs marocains du Cesroute ont été réunis à l'ambassade de France au Maroc en septembre 2004, à l'initiative de l'Isted. Cinq auditeurs sur sept (M. Sbai, Mme Bentaleb, M. Boughrara, M. Rahdouni et M. Fancha) étaient présents en présence d'Alain Lhéritier, attaché de coopération, d'Abdennebi Rmili, directeur adjoint des routes, et de Mohamed Oulkadda, adjoint au directeur des affaires du personnel et de la formation au ministère marocain de l'Équipement et du Transport.

Tous ces auditeurs ont échangé autour d'une table ronde leurs expériences sur cette formation et sur sa mise en application dans le cadre de leur métier. Ils ont souligné l'intérêt d'assurer une diffusion nationale de leurs travaux (séminaires, guides, communications...), comme ce fut le cas au congrès de la route à Agadir en 2002, en particulier lorsque ceux-ci concordent avec les objectifs fixés dans le cadre de la coopération technique franco-marocaine.

(Source : Jean-Robert Vaux et Armand Der Stepanian, département « Route » de l'Isted)

GUIDE DE L'ISTED



L'Isted vient d'éditer un nouveau guide trilingue (français, anglais et espagnol). Son lecteur y trouvera l'essentiel sur les missions et objectifs de l'association. Et des informations pratiques, qui

lui permettront notamment de prendre contact avec les responsables. Le guide est diffusé gracieusement à toute personne en faisant la demande auprès du service communication. Il est également en ligne sur le site internet de l'Isted.

► **Contact :**
Isted
Communication
La Grande Arche – Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31
Mél. : anne.baron@i-carre.net
Internet : www.isted.com

RÉUNION DES DIRECTEURS DES TRANSPORTS TERRESTRES D'AFRIQUE FRANCOPHONE SUBSAHARIENNE

Les directeurs des transports terrestres d'Afrique francophone subsaharienne se sont réunis du 2 au 4 février 2005 à La Défense (France). Organisée par l'Isted, cette réunion annuelle a permis de faire le point sur les activités de ce groupe de travail (logiciel BAAC, formation à la conduite...) et de présenter les actions menées en matière de sécurité routière tant en France qu'en Afrique et à l'international, notamment par le GRSP (Partenariat global pour la sécurité routière, mis en place par la Banque mondiale). L'Isted anime depuis 1994 ce groupe de travail des directeurs des transports terrestres – il regroupe 19 pays d'Afrique à ce jour –, sur financement du ministère des Affaires étrangères et avec le support des experts du réseau scientifique et technique du ministère de l'Équipement.

Pour plus d'informations :
www.isted.com/pole-transport/pole-transport-appui.htm

Le groupe de travail des DTT animé par l'Isted regroupe 19 pays d'Afrique.



DR

► **Contact :**
Isted
Département transport
La Grande Arche
Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 23 59
Fax : 33 (0)1 40 81 26 76
Mél. :
franck.charmaison@i-carre.net
Internet : www.isted.com

DEUX NOUVEAUX MEMBRES À L'ISTED

L'Isted compte deux nouveaux membres : la Fnau et Louis Berger SAS.

La Fédération nationale des agences d'urbanisme (Fnau) regroupe 45 organismes publics d'étude et de réflexion sur l'aménagement et le développement des grandes agglomérations françaises. Association d'élus, elle prend position dans les grands débats nationaux et européens sur les politiques urbaines et l'avenir des villes.

Louis Berger SAS est une société privée française de conseil en ingénierie, économie et aménagement fondée en 1975. Elle apporte son concours à l'élaboration et à la réalisation de projets d'infrastructures et de programmes d'aménagement et développement dans les pays industrialisés et dans les pays émergents.

Pour en savoir plus sur les membres de l'Isted, vous pouvez consulter le site internet de l'institut à l'adresse suivante :
www.isted.com

► **Contact :**
Isted
La Grande Arche
Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31
Mél. : isted@i-carre.net

Manifestations

CONGRÈS MONDIAL DE LA ROUTE IRF 2005



C'est Bangkok (Thaïlande) qui, pour la première fois, accueille le XV^e congrès mondial de la route de la Fédération routière internationale (IRF) du 14 au 18 juin 2005. Venant compléter les séances d'information du congrès, une exposition présentera une vaste gamme de produits et services de l'industrie internationale des routes et des transports. L'Isted y coordonnera un pavillon français.

► **Contact :**
Isted
Communication
La Grande Arche
Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 87
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31
Mél. :
stephanie.de-sa-rego@i-carre.net
Internet : www.isted.com

PREDIT : CARREFOUR À MI PARCOURS



Les 15, 16 et 17 mars 2005 se déroule à Clermont-Ferrand (France) le carrefour à mi-parcours du programme national de recherche et d'innovation dans les

transports terrestres (Predit), sur le thème : « Recherche, innovation et politiques publiques : quels transports pour demain ? ». Trois jours de rencontres, de dialogue et d'information organisés autour de conférences, d'ateliers et d'une grande exposition. L'occasion de présenter et de discuter les projets engagés depuis le lancement de ce programme interministériel en 2002.

L'Isted est partenaire du secrétariat permanent du Predit pour cette opération.

► **Contact :**

Programme du carrefour :

Secrétariat permanent du Predit
Tour Pascal B
92005 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 14 17
Fax : 33 (0)1 40 81 15 22
Internet :
www.predit.prd.fr/

Exposition :

Isted – Communication
La Grande Arche
Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 87
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31
Mél. :
stephanie.de-sa-rego@i-carre.net
Internet : www.isted.com

Formations

VILLES ET GESTION DES RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Dans le cadre de ses activités de formation l'Institut Forhom (centre de formation international pour le perfectionnement des cadres, groupe Egis) s'est associé à l'Isted pour proposer une session sur le thème « Villes et gestion des risques environnementaux ». Cette session de trois semaines s'est tenue à La Rochelle (France) du 29 novembre au 17 décembre 2004. Elle a abordé trois thèmes principaux : les principes de base de la gestion environnementale ; les enjeux du développement urbain et l'analyse des risques environnementaux ;

l'élaboration d'une stratégie de gestion des risques et outils d'information et de sensibilisation. Des professionnels de l'Institut de prévention et de gestion des risques urbains (IPGR) et du Centre européen de prévention des risques (CEPR) ont animé les sessions. Celles-ci ont été positivement évaluées par les professionnels en provenance d'Afrique subsaharienne et de Madagascar qui ont participé au stage.

Le partenariat Isted/Forhom devrait se poursuivre en 2005 par l'organisation d'une nouvelle session de formation traitant des mêmes questions dont l'actualité récente a montré toute l'importance.

► **Contact :**

Institut Forhom
B.P. 3001
17030 La Rochelle Cedex 1
France
Tél. : 33 (0)5 46 45 91 25
Fax : 33 (0)5 46 45 91 26
Mél. : forhom@forhom.com
Internet : www.forhom.com

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ EN ÉCONOMIE DES TRANSPORTS

Dans le cadre des activités du réseau « Solidarité internationale sur les transports et la recherche en Afrique subsaharienne » (Sitrass), le laboratoire d'économie des transports (LET) organise du 27 juin au 22 juillet 2005 à Lyon (France), une session de formation à l'attention des cadres supérieurs africains.

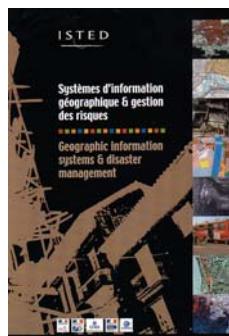
Cette université d'été a pour mission la mise en ordre des connaissances et expériences acquises en économie des transports et leur actualisation. Axée sur les transports terrestres, la formation est fondée sur la maîtrise des outils d'analyse et sur l'étude de cas concrets et de résultats de recherches. Elle est complétée par des conférences et des visites techniques d'organismes publics et d'entreprises.

► **Contact :** Université d'été

LET – ISH
14, avenue Berthelot
69363 Lyon Cedex 07
France
Responsable administratif et pédagogique :
Amakoé P. Adoléhoumé
Tél. : 33 (0)4 72 72 64 03
Fax : 33 (0)4 72 72 64 48
Mél. : amakoe.adolehoume@let.ish-lyon.cnrs.fr
Internet : www.ish-lyon.cnrs.fr/let/francais/enseignement/univete/univete.htm

Publications

SYSTÈMES D'INFORMATION GÉOGRAPHIQUE ET GESTION DES RISQUES



À l'occasion de la deuxième conférence mondiale sur la réduction des catastrophes naturelles (18 au 18 janvier 2005, Kobe, Japon), l'Isted, associé au Conseil national d'information géographique (Cnig) et à l'Association française pour l'information géographique (Afigéo), publie « Les systèmes d'information géographique et la gestion des risques ».

Ce recueil présente dix-neuf réalisations concrètes en France et dans le monde contribuant à la réflexion sur l'utilisation des nouvelles technologies de l'information et de la communication au service de l'environnement et du développement durable.

L'ouvrage bilingue français/anglais a bénéficié du concours du ministère de l'Écologie et du Développement durable, de la direction de la recherche et des affaires scientifiques et techniques du ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer (Metatm/Drast) et du Centre national d'études spatiales (Cnes).

► **Contact :**

Isted
La Grande Arche
Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 24 06
Fax : 33 (0)1 40 81 23 31
Mél. : anne.baron@i-carre.net
Internet : www.isted.com

RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA DAEI

Pour le ministère de l'Équipement, des Transports, de l'Aménagement du territoire, du Tourisme et de la Mer (Metatm), les enjeux européens et internationaux constituent des préoccupations de plus en plus importantes et inséparables de son action internationale. Au sein de la direction des affaires économiques et internationales (DAEI), une cinquantaine de personnes suivent les dossiers européens et internationaux, en relation avec des correspondants dans les directions sectorielles et un réseau d'agents dans le monde entier. Ce rapport présente l'ensemble des actions 2003 de la DAEI, une année « inscrite sous le signe de la réactivité ».

► **Contact :** Metatm / DAEI

La Grande Arche, Paroi Sud
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 40 81 27 26
Fax : 33 (0)1 40 81 21 56
Internet :
www.equipement.gouv.fr

ACTES DU COLLOQUE INTERNATIONAL DU PRUD



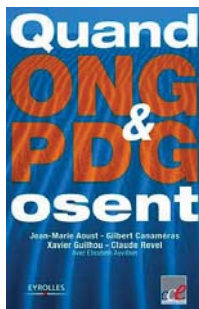
La publication des actes du colloque « gouverner les villes du sud – défis pour la recherche et pour l'action » (5-7 mai 2004, Unesco, Paris), constitue une première étape de valorisation des recherches menées dans le cadre du Prud – Programme de recherche urbaine pour le développement.

Initiée par le Fonds de solidarité prioritaire du ministère français des Affaires étrangères, cette action concertée incitative (2001-2004) a été conduite par le Gemdev (GIS pour l'étude de la mondialisation et du développement) et l'Isted. Au total, trente recherches ont été menées à bien, par des équipes mixtes Nord-Sud, sur des villes d'Afrique, du Maghreb/Proche-Orient, de l'Asie du Sud-Est et des Caraïbes.

L'ouvrage est édité par la direction générale de la coopération internationale et du développement (DgCID) du ministère des Affaires étrangères.

► **Contact :** Isted
Programme Prud
La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 4081 1165
Fax : 33 (0)1 4081 7807
Mél. : isabel.diaz@i-carre.net
Internet : www.isted.com

QUAND ONG & PDG OSENT



« A priori tout les oppose ! Au-delà des clichés naissent cependant des coopérations inédites. Des entreprises et des ONG osent aujourd'hui prendre ensemble des responsabilités dans l'action sur le terrain et dans l'élaboration de nouvelles normes, à côté des Etats et des organisations internationales. »

► **Contact :** Eyrolles
1, rue Thénard
75240 Paris Cedex 05 – France
Internet :
www.editions-organisation.com
Prix : 14,90 €

CERTU : CATALOGUE DES PUBLICATIONS 2004



Depuis sa création, il y a dix ans, le Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques (Certu) a édité plus de 300 ouvrages et de 150 rapports d'études. Le présent catalogue recense toutes ces publications mais également celles du Plan urbanisme construction architecture (Puca).

► **Contact :**
Certu
Bureau de vente
9, rue Juliette Récamier
69456 Lyon Cedex
France
Tél. : 33 (0)4 7274 5959
Fax : 33 (0)4 7274 5900
Mél. : certu@equipement.gouv.fr
Internet : www.certu.fr

INRETS : ACTIVITÉS 2003

Ce rapport illustre les activités de l'Inrets (Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité) au cours de l'année 2003. Placé sous la tutelle conjointe du ministère chargé de la Recherche et du ministère des Transports, cet établissement public intervient principalement dans les transports terrestres, mais aussi dans les domaines aériens et maritimes. L'Inrets assume trois grandes missions : la recherche, l'expertise et le conseil, la valorisation des résultats des travaux de recherche et la diffusion des connaissances. Le rapport annuel est utilement complété par « Les fiches de l'Inrets » 2004 et le cd-rom des publications 2003.

► **Contact :** Inrets
2, avenue du général Malleret
Joinville – 94114 Arcueil Cedex
France
Tél. : 33 (0)1 4740 7000
Fax : 33 (0)1 4740 5606
Internet : www.inrets.fr

DEXIA EDITIONS : CATALOGUE DES OUVRAGES 2005



Maison d'édition spécialisée sur les questions relatives au monde local, Dexia éditions publie son nouveau catalogue. Ce dernier propose des ouvrages techniques concernant tous les aspects de la gestion locale, mais aussi politiques et économiques sur les thèmes de la décentralisation, de l'aménagement du territoire, du développement durable et des finances locales. Dexia éditions publie également des

livres d'art consacrés aux richesses du patrimoine local et à l'histoire régionale.

► **Contact :** Dexia éditions
7-11, quai André Citroën
75015 Paris – France
Tél. : 33 (0)1 43 92 79 13
Fax : 33 (0)1 43 92 80 77
Mél. :
dexiaeditions@clf-dexia.com
Internet : www.dexia-clf.fr

L'AIDE PUBLIQUE FRANÇAISE AU DÉVELOPPEMENT



« La politique d'aide au développement de la France s'inscrit dans une longue histoire du fait de son passé colonial. Aujourd'hui, elle se situe de plus en plus dans un cadre multilatéral, s'agissant en particulier de la gestion de la dette des pays en développement.

Face aux initiatives prises dans le cadre des organisations internationales et auxquelles la France participe activement, qu'il s'agisse des impératifs de solidarité ou de développement durable qui sont au cœur des Objectifs du millénaire ou des efforts entrepris en faveur de la réduction de la dette des pays les plus pauvres, comment la France a-t-elle infléchi sa politique de coopération depuis la réforme de 1998 ?

Les singularités qui la caractérisaient sont-elles toujours présentes ? Quelle place réserve-t-elle notamment à la coopération scientifique ou culturelle ? Quelles méthodes d'évaluation lui permettent de mesurer l'efficacité de ses actions ? Présente-t-elle des spécificités ? »

Autant de questions auxquelles s'efforce de répondre cet ouvrage rédigé sous la direction de Jean-Jacques Gabas et publié par la Documentation française.

► **Contact :**
La Documentation française
29-31, quai Voltaire
75344 Paris Cedex 07 – France
Internet :
www.ladocumentationfrancaise.fr
Prix : 19 €

L'Isted, association à but non lucratif, est une plate-forme de réflexion, d'information et d'action au service de ses membres publics et privés dans les secteurs de l'équipement, des transports, de l'aménagement et de l'environnement. Il contribue à leur action internationale, à la valorisation du savoir-faire français dans le monde et à la mise en œuvre de programmes internationaux avec les responsables des pays tiers.

Organismes membres de l'Isted

AdP
APPIA
ASFA
BCEOM
BIDIM GEOSYNTHETICS SA
CERTU
CIEC
CITÉS UNIES FRANCE
CMPT-MAUGUIN
CNR
CODES ROUSSEAU
COLAS
COMITÉ 21
CTA
DEMIETER TECHNOLOGIES (MALET)
DEXIA CRÉDIT LOCAL
ENPC
ENTPE
EPA SÉNART
EUROVIA MANAGEMENT
FNAU
GEOEXPERT
GIE ADÉFRANCE
GROUPE HUIT
IAURIF
ICEA
IGN FRANCE INTERNATIONAL
INGÉROP
INRETS
IRD
LCPC
LOUIS BERGER SAS
MISSIONS PUBLIQUES
OIEAU
PORT AUTONOME DE DUNKERQUE
PORT AUTONOME DE LA GUADELOUPE
PORT AUTONOME DU HAVRE
PUCA
RATP
RÉSEAU DES CETE
RGRA
SCETAURROUTE (GROUPE EGIS)
SECMAIR
SEFI
SER
SMTC
SNCF INTERNATIONAL
SOGREAH
SYSTRA
USIRF
MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT, DES TRANSPORTS, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DU TOURISME ET DE LA MER
MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
MINISTÈRE DE LA RECHERCHE
DATAR

La Lettre

Directeur de la publication :
Jean-Didier Blanchet, président de l'Isted.

Rédacteur en chef :
Xavier Crépin, délégué général de l'Isted.

Chargée d'édition :
Anne Baron.

Création, mise en page et réalisation :
Louma Productions, www.louma.fr

Isted – La Grande Arche, Paroi Nord
92055 La Défense Cedex – France

Tél. : 33 (0)1 4081 2406
Fax : 33 (0)1 4081 2331
Mél. : isted@i-carre.net
Adresse Internet : www.isted.com

Cette lettre est en ligne sur le site internet de l'Isted

ISTED